

DIVERSITE CULTURELLE

1. Toutes les sociétés humaines ont une histoire au cours de laquelle elles se sont transformées, tantôt par des changements mineurs et progressifs opérés dans la logique de leur système, parfois par des changements qualitatifs de système. Les protagonistes de ces derniers qu'on peut appeler révolutions – ont toujours proclamé leur volonté de ne rien reprendre au passé : les Lumières se proposaient de détruire l'ancien régime dans tous ses aspects, la Commune de Paris et les révolutions socialistes de « faire table rase du passé », le maoïsme d'écrire « sur une page blanche » une histoire nouvelle de la Chine.

Mais dans la réalité le passé n'a jamais pu être intégralement effacé. Certains de ses composants ont été récupérés, transformés pour être mis au service des logiques nouvelles ; d'autres ont survécu comme moyens de résistance freinant le changement . La combinaison spécifique du nouveau et de l'ancien, propre à chacune des trajectoires historiques considérées, constitue la première source de diversité dite culturelle faute de terme plus précis, en partie donc héritée.

2. La diversité culturelle plonge ses racines dans un passé souvent lointain comme en témoigne la variété des langues et des religions. Cette diversité a survécu, même si les éléments qui la constituent ont eux mêmes été transformés au cours de l'histoire.

D'une manière générale la question est alors de savoir si la multinationalité et/ou la multiculturalité au sein d'un Etat moderne, c'est à dire formé de citoyens ayant un droit égal à construire leur avenir, pose problème à la pratique de la démocratie ? constitue-t-elle un défi pour celle-ci ? Différentes attitudes sont proposées en réponse à cette question.

Les partisans farouches de l'homogénéité nationale et culturelle comme seul moyen de définition de l'identité commune et nécessaire selon eux pour l'exercice des droits du citoyen, n'hésiteront pas à proposer soit « l'assimilation forcée » des récalcitrants (souvent minoritaires) soit, s'ils sont démocrates, le divorce et la partition de l'Etat. En attendant ils n'accepteront, en second best , qu'une « tolérance » de la diversité. Les guillemets sont là pour nous rappeler qu'on ne tolère éventuellement que ce qu'on n'aime pas (« il faut tolérer sa belle mère »). Ils prôneront alors une construction « multi communautaire » - à l'américaine – sans jamais renoncer en fait à hiérarchiser les positions de ces « communautés » dans le système national. Pour eux l'identité communautaire – qui est héritée et ne peut être l'objet d'un choix personnel – est essentielle. On affirme ici un certain « droit à la différence », mais au prix de nier son contraire complémentaire et de statut égal – le droit à la ressemblance, au traitement identique – et plus généralement le droit individuel inaliénable de ne pas accepter d'être défini par son appartenance à une communauté héritée.

La modernité émancipatrice est fondée sur tout autre concept de la démocratie, qui implique l'égalité rigoureuse de tous les droits et devoirs (et la création des conditions pour que cette égalité devienne réalité) et simultanément le respect des différences. Respect est un terme plus fort que tolérance. Il implique que les politiques d'Etat créent les conditions de l'égalité en dépit de la diversité, par exemple en créant des écoles dans les diverses langues pratiquées. « En dépit » signifie ici seulement qu'on ne tente pas de figer la diversité en question, qu'on laisse l'histoire faire son travail et peut être conduire à une assimilation qui alors n'est plus forcée. On agit pour que la diversité ne se solde pas par la juxtaposition de communautés fermées et de ce fait nécessairement hostiles les unes aux autres.

Il est utile de rappeler ici que les socialistes ont prôné la mise en œuvre de ce type de dynamique délicate, qu'il s'agisse des austromarxistes ou des bolchéviks. Il est utile de rappeler que les classes modernes – les classes ouvrières et des fractions importantes des bourgeoisies – envisageaient favorablement ce type de solution sauvegardant les avantages du grand Etat dans lequel la

multinationalité devient source de richesse et non d'oppression appauvrissante. Tandis que les partisans de « l'homogénéité communautaire » se recrutaient plutôt dans les classes anciennes et les paysanneries traditionnelles.

Ce rappel permet de prendre la mesure de la régression que représentent les propositions qui caractérisent l'air du temps dominant. L'insistance sur les « communautés » procède d'une véritable trahison des concepts de la modernité émancipatrice ; elle accompagne une dégradation de la démocratie, par la négation des dimensions multiples de l'identité (nationalité peut être, mais également classe sociale, sexe, appartenance idéologique ou religieuse éventuelle etc.). Le discours de l'air du temps ne connaît plus de citoyens, qui sont à la fois des individus et des personnes à identités multidimensionnelles, il leur substitue des « gens » (des « consommateurs » pour les économistes, des spectateurs de télévision pour les politiciens), dès lors manipulables à la fois comme individus amorphes et comme sujets de communautés héritées et imposées.

3. Il n'y a pas de frontière étanche entre culture et idéologie. Les modalités de la laïcité telle qu'elles sont conçues et pratiquées dans les sociétés entrées dans la modernité capitaliste fournissent un bel exemple de cette superposition entre la culture « héritée » et l'idéologie façonnée par la transformation historique. La laïcité est d'autant plus radicale que la révolution bourgeoise le fut (comme en France). Par contre lorsque la transformation capitaliste s'est frayée son chemin à travers des compromis entre la nouvelle bourgeoisie et les anciennes classes dominantes (comme presque partout ailleurs en Europe) la laïcité n'exclut pas la survie d'une référence religieuse dans les comportements publics. Il y a même des Eglises nationales (dans les pays protestants) qui se sont moulées dans le nouveau système du capitalisme et ont survécu comme telles encore qu'elles aient perdu le pouvoir coercitif dont elles bénéficiaient avant la modernité. La séparation Etat/religion, qui définit le concept de laïcité, est donc, selon les cas, plus ou moins formellement affirmée. Signalons ici, au passage, que la modernité, qui implique cette séparation ne dit rien de plus. Modernité n'est pas synonyme de négation de la foi religieuse. Un « athéisme d'Etat » (on n'en connaît guère que le modèle tenté par le communisme soviétique) agit un peu comme une religion d'Etat : l'un et l'autre violent le principe même de la modernité, qui laisse les opinions – philosophiques, religieuses, politiques, idéologiques, scientifiques – au seul jugement libre des individus.

Cependant l'insistance sur la nécessité de reconnaître et de respecter la diversité héritée – que le discours contemporain dominant a mis à la mode – n'est pas sans conséquence. Car elle sert le plus souvent à légitimer des politiques visant à renforcer des pouvoirs conservateurs, comme on l'a vu à l'occasion du débat européen concernant précisément la laïcité. A quoi sert la référence aux valeurs chrétiennes dans une déclaration des droits ? Pourquoi ne pas faire référence en parallèle à la tradition areligieuse dont l'humanisme européen moderne s'est tout également alimenté ?

4. Le culturalisme est un mode de pensée fondé sur l'affirmation que chaque « culture » serait caractérisée par quelques « spécificités » qui seraient de la nature d'invariants transhistoriques. Bien que les invariants invoqués trouvent leur expression dans des domaines divers de la vie sociale – comme les croyances religieuses ou les caractéristiques nationales – ceux-ci opèrent comme le font dans l'idéologie raciste les « gènes » investis eux aussi de pouvoirs de transmission transhistorique.

Le culturalisme refuse de prendre en considération sérieuse l'évolution et le changement qui caractérisent tous les aspects de la vie sociale et culturelle, y compris ceux revêtus d'un caractère sacré. Dans leurs expressions religieuses les culturalismes s'affirment comme des « fondamentalismes », qui sont en réalité plus proches de préjugés (réactionnaires) tenaces que des traditions de la bonne théologie. Certaines tendances du « post modernisme » qui, au nom du « relativisme », placent sur le même plan toutes les « croyances », traitées comme des vérités irréductibles les unes aux autres, alimentent les penchants au culturalisme. Des pratiques politiques et sociales comme celles du « communautarisme » américain qui donne aux prétendues « identités communautaires » la présence sur les autres dimensions de l'identité (l'appartenance de classe, les convictions idéologiques) sont fondées sur la pensée culturaliste dont elles renforcent l'impact sur les groupes concernés.

Les spécificités en question sont rarement explicitées et quand elles le sont s'avèrent le plus souvent d'une extrême pauvreté. De ce fait le culturalisme ethnique peut conduire à l'éclatement d'identités plus larges construites historiquement « l'ethnie » invoquée partie à l'assaut de la « nation » se scinde en sous ethnies, les tribus en clans, sans fin.

L'émergence de nos jours de mouvements sociaux puissants se réclamant du culturalisme religieux ou ethnique trouve son origine dans l'érosion d'autres expressions antérieures de la légitimité des pouvoirs, qui étaient fondées sur le nationalisme, l'appartenance de classe, les réalisations du « développement ». L'irruption de l'ethnisme n'est pas le produit de revendications spontanées des communautés de base concernées affirmant leur identité « irrépressible et primordiale » (et le plus souvent contre d'autres communautés). L'ethnisme est largement construit par en haut par des segments de classes dirigeantes aux abois qui tentent par ce moyen de se doter à nouveau d'un leadership « légitime ». Comme le dit le proverbe africain « le poisson commencer à pourrir par la tête ». Les désastres sociaux produits par les politiques néo-libérales de notre moment ont créé les conditions propices à l'irruption des ethnismes qui ont joué un rôle décisif dans l'éclatement de l'URSS, de la Yougoslavie, dans les guerres de la corne de l'Afrique (Ethiopie, Erythrée, Somalie), dans les massacres du Rwanda, dans les guerres dites tribales du Libéria et de Sierra Léone. La médiocrité de beaucoup des pouvoirs en place, le déficit de démocratie qui les rend peu capables de traiter correctement la diversité – dont la réalité en soi n'est pas discutable – ont également évidemment leur part de responsabilité dans ces dérives. Celles-ci d'ailleurs ne frappent pas seulement les régions les plus vulnérables et fragilisées du système mondial actuel, mais également au cœur même de l'Europe (Irlande du Nord, Pays basque, Corse, Italie du Nord etc. ...).

Toutes ces expressions des culturalismes –le plus souvent négatives et parfois criminelles – sont parfaitement manipulables ; et le sont effectivement largement par les forces dominantes du système.

5. Tout autre sont les résistances culturelles.

La mondialisation capitaliste n'homogénéise pas le monde, mais au contraire l'organise sur la base de hiérarchies de plus en plus marquées et fortes. De ce fait elle prive les peuples qui en sont les victimes de la possibilité de participer de manière active et égale au façonnement du monde.

Certes les stratégies de mondialisation instrumentalisent autant qu'elles le peuvent les diversités héritées du passé en encourageant les réponses culturalistes . Mais simultanément la mondialisation capitaliste impose aux dominés quelques unes des « spécificités » qui caractérisent ses centres dominants. Ce n'est pas seulement la langue anglaise ou le fast food qui sont concernés par ce mouvement ; c'est aussi par exemple le régime politique présidentiel, que les Etats Unis ont exporté hier en Amérique latine, aujourd'hui en Europe même.

La résistance éventuelle que les victimes déploient ne peut être de ce fait que multidimensionnelle et, entre autre, s'exprimer comme résistance culturelle, fut-ce implicitement, de l'idée de diversité dans l'invention du futur (cf. diversités héritées du passé à diversités dans l'invention de l'avenir). Elle proclame le besoin exprimé par les différents peuples concernés de participer sur pied d'égalité avec ceux des centres dominants dans le façonnement du monde.

La portée de cette résistance n'en demeurera pas moins limitée et menacée à terme tant que les responsables de la francophonie s'en tiendront à la défense de « l'exception culturelle », acceptant dans tous les autres domaines la loi du marché. La résistance doit être multidimensionnelle, culturelle certes, mais également s'exprimer dans les domaines de la politique et de la gestion économique.

6. Les diversités héritées posent problème, puisqu'elles existent. Mais à se fixer sur elles, on perd de vue d'autres diversités, autrement plus intéressantes, celles que l'invention du futur génère nécessairement dans son mouvement. Ces diversités sont autrement plus intéressantes parce que leur

concept procède de celui-là même de la démocratie émancipatoire et de la modernité toujours inachevée qui l'accompagne.

Dire que des politiques doivent être mises en œuvre pour que la liberté des individus ne se déploie pas au détriment de leur égalité mais qu'au contraire l'une et l'autre de ces deux valeurs puissent avancer ensemble, c'est dire que l'histoire n'est pas finie, que des transformations du système sont nécessaires et qu'il faut lutter pour qu'elles aillent dans le sens d'avancées de l'émancipation réelle. Qui pourrait dire alors qu'il n'y a qu'une seule voie, une seule recette dont l'un ou l'autre aurait le monopole de la connaissance – répondant à ce besoin ?

Les utopies créatrices autour desquelles peuvent se cristalliser les luttes en leur donnant des objectifs perspectifs ont toujours trouvé leur légitimation à partir de systèmes de valeurs divers, qu'ils fassent appel à une version quelconque de l'humanisme laïc ou soient d'inspiration religieuse (les théologies de la libération). Leur complément nécessaire – les systèmes d'analyse de la société – s'inspirent de théories sociales scientifiques elles mêmes diverses. Les stratégies proposées pour avancer avec efficacité dans la direction convenue ne peuvent être elles mêmes le monopole d'une organisation quelconque.

Ces diversités dans l'invention du futur ne sont pas seulement inévitables, elles sont bienvenues pour quiconque ne partage pas un dogmatisme quelconque qui lui donnerait la certitude vaine d'un savoir qu'il vaut mieux savoir toujours inachevé.

DIVERSITE HERITEE ET DIVERSITE DANS L'INVENTION DU FUTUR

2. Toutes les sociétés humaines ont une histoire au cours de laquelle elles se sont transformées, tantôt par des changements mineurs et progressifs opérés dans la logique de leur système, parfois par des changements qualitatifs de système. Les protagonistes de ces derniers qu'on peut appeler révolutions – ont toujours proclamé leur volonté de ne rien reprendre au passé : les Lumières se proposaient de détruire l'ancien régime dans tous ses aspects, la Commune de Paris et les révolutions socialistes de « faire table rase du passé », le maoïsme d'écrire « sur une page blanche » une histoire nouvelle de la Chine.

Mais dans la réalité le passé n'a jamais pu être intégralement effacé. Certains de ses composants ont été récupérés, transformés pour être mis au service des logiques nouvelles ; d'autres ont survécu comme moyens de résistance freinant le changement . La combinaison spécifique du nouveau et de l'ancien, propre à chacune des trajectoires historiques considérées, constitue la première source de diversité, en partie donc héritée. Les modalités de la laïcité telle qu'elles sont conçues et pratiquées dans les sociétés entrées dans la modernité capitaliste fournissent un bel exemple de cette diversité. La laïcité est d'autant plus radicale que la révolution bourgeoise le fut (comme en France). Par contre lorsque la transformation capitaliste s'est frayée son chemin à travers des compromis entre la nouvelle bourgeoisie et les anciennes classes dominantes (comme presque partout ailleurs en Europe) la laïcité n'exclut pas la survie d'une référence religieuse dans les comportements publics. Il y a même des Eglises nationales (dans les pays protestants) qui se sont moulées dans le nouveau système du capitalisme et ont survécu comme telles encore qu'elles aient perdu le pouvoir coercitif dont elles bénéficiaient avant la modernité. La séparation Etat/religion, qui définit le concept de laïcité, est donc, selon les cas, plus ou moins formellement affirmée. Signalons ici, au passage, que la modernité, qui implique cette séparation ne dit rien de plus. Modernité n'est pas synonyme de négation de la foi religieuse. Un « athéisme d'Etat » (on n'en connaît guère que le modèle tenté par le communisme soviétique) agit un peu comme une religion d'Etat : l'un et l'autre violent le principe même de la modernité, qui laisse les opinions – philosophiques, religieuses, politiques, idéologiques, scientifiques – au seul jugement libre des individus.

Cependant l'insistance sur la nécessité de reconnaître et de respecter la diversité héritée – que le discours contemporain dominant a mis à la mode – n'est pas sans conséquence. Car elle sert le plus souvent à légitimer des politiques visant à renforcer des pouvoirs conservateurs, comme on l'a vu à l'occasion du débat européen concernant précisément la laïcité. A quoi sert la référence aux valeurs chrétiennes dans une déclaration des droits ? Pourquoi ne pas faire référence en parallèle à la tradition areligieuse dont l'humanisme européen moderne s'est tout également alimenté ?

3. Il y a bien d'autres domaines de la réalité sociale caractérisés par la diversité, dont les racines sont souvent lointaines comme en témoigne la variété des langues et des religions. Cette diversité a survécu, même si les éléments qui la constituent ont eux mêmes été transformés au cours de l'histoire.

La multinationalité et/ou la multiculturalité au sein d'un Etat moderne, c'est à dire formé de citoyens ayant un droit égal à construire leur avenir, pose-t-elle problème à la pratique de la démocratie ? constitue-t-elle un défi pour celle-ci ? Différentes attitudes sont proposées en réponse à cette question.

Les partisans farouches de l'homogénéité nationale et culturelle comme seul moyen de définition de l'identité commune et nécessaire selon eux pour l'exercice des droits du citoyen, n'hésiteront pas à proposer soit « l'assimilation forcée » des récalcitrants (souvent minoritaires) soit, s'ils sont démocrates, le divorce et la partition de l'Etat. En attendant ils n'accepteront, en second best, qu'une « tolérance » de la diversité. Les guillemets sont là pour nous rappeler qu'on ne tolère éventuellement que ce qu'on n'aime pas (« il faut tolérer sa belle mère »). Ils prôneront alors une construction « multi communautaire » - à l'américaine – sans jamais renoncer en fait à hiérarchiser les positions de ces « communautés » dans le système national. Pour eux l'identité communautaire – qui est héritée et ne peut être l'objet d'un choix personnel – est essentielle. On affirme ici un certain « droit à la différence », mais au prix de nier son contraire complémentaire et de statut égal – le droit à la ressemblance, au traitement identique – et plus généralement le droit individuel inaliénable de ne pas accepter d'être défini par son appartenance à une communauté héritée.

La modernité émancipatrice (cf. Les défis de la modernité) est fondée sur tout autre concept de la démocratie, qui implique l'égalité rigoureuse de tous les droits et devoirs (et la création des conditions pour que cette égalité devienne réalité) et simultanément le respect des différences. Respect est un terme plus fort que tolérance. Il implique que les politiques d'Etat créent les conditions de l'égalité en dépit de la diversité, par exemple en créant des écoles dans les diverses langues pratiquées. « En dépit » signifie ici seulement qu'on ne tente pas de figer la diversité en question, qu'on laisse l'histoire faire son travail et peut être conduire à une assimilation qui alors n'est plus forcée. On agit pour que la diversité ne se solde pas par la juxtaposition de communautés fermées et de ce fait nécessairement hostiles les unes aux autres.

Il est utile de rappeler ici que les socialistes ont prôné la mise en œuvre de ce type de dynamique délicate, qu'il s'agisse des austromarxistes ou des bolchéviks. Il est utile de rappeler que les classes modernes – les classes ouvrières et des fractions importantes des bourgeoisies – envisageaient favorablement ce type de solution sauvegardant les avantages du grand Etat dans lequel la multinationalité devient source de richesse et non d'oppression appauvrissante. Tandis que les partisans de « l'homogénéité communautaire » se recrutaient plutôt dans les classes anciennes et les paysanneries traditionnelles.

Ce rappel permet de prendre la mesure de la régression que représentent les propositions qui caractérisent l'air du temps dominant. L'insistance sur les « communautés » procède d'une véritable trahison des concepts de la modernité émancipatrice ; elle accompagne une dégradation de la démocratie, par la négation des dimensions multiples de l'identité (nationalité peut être, mais également classe sociale, sexe, appartenance idéologique ou religieuse éventuelle etc.). Le discours de l'air du temps ne connaît plus de citoyens, qui sont à la fois des individus et des personnes à identités multidimensionnelles, il leur substitue des « gens » (des « consommateurs » pour les

économistes, des spectateurs de télévision pour les politiciens), dès lors manipulables à la fois comme individus amorphes et comme sujets de communautés héritées et imposées.

4. Les diversités héritées posent problème, puisqu'elles existent. Mais à se fixer sur elles, on perd de vue d'autres diversités, autrement plus intéressantes, celles que l'invention du futur génère nécessairement dans son mouvement.

Ces diversités sont autrement plus intéressantes parce que leur concept procède de celui-là même de la démocratie émancipatoire et de la modernité toujours inachevée qui l'accompagne.

Dire que des politiques doivent être mises en œuvre pour que la liberté des individus ne se déploie pas au détriment de leur égalité mais qu'au contraire l'une et l'autre de ces deux valeurs puissent avancer ensemble, c'est dire que l'histoire n'est pas finie, que des transformations du système sont nécessaires et qu'il faut lutter pour qu'elles aillent dans le sens d'avancées de l'émancipation réelle. Qui pourrait dire alors qu'il n'y a qu'une seule voie, une seule recette dont l'un ou l'autre aurait le monopole de la connaissance – répondant à ce besoin ?

Les utopies créatrices autour desquelles peuvent se cristalliser les luttes en leur donnant des objectifs perspectifs ont toujours trouvé leur légitimation à partir de systèmes de valeurs divers, qu'ils fassent appel à une version quelconque de l'humanisme laïc ou soient d'inspiration religieuse (les théologies de la libération). Leur complément nécessaire – les systèmes d'analyse de la société – s'inspirent de théories sociales scientifiques elles mêmes diverses. Les stratégies proposées pour avancer avec efficacité dans la direction convenue ne peuvent être elles mêmes le monopole d'une organisation quelconque.

Ces diversités dans l'invention du futur ne sont pas seulement inévitables, elles sont bienvenues pour quiconque ne partage pas un dogmatisme quelconque qui lui donnerait la certitude vaine d'un savoir qu'il vaut mieux savoir toujours inachevé.

4. L'essor de la mouvance islamique s'explique par une combinaison complexe de circonstances, les unes générales, les autres spécifiques à chacun des pays concernés. Le succès du Front Islamique de Salut (FIS) par exemple ne peut s'expliquer que par référence au drame du FLN et à sa dérive. En Egypte les Frères Musulmans, créés dès avant la seconde guerre mondiale par la Monarchie et les Anglais pour endiguer la radicalisation démocratique du Wafd et l'essor des communistes, ont pesé d'un poids décisif dans beaucoup des options rétrogrades des Officiers Libres, largement recrutés dans la bourgeoisie rurale influencée par le discours islamiste traditionnel. D'une manière plus générale l'acharnement simultanément anti démocratique et anti communiste des régimes du nationalisme populiste a détruit par une répression continue et sans pareille les deux pôles entre lesquels se partageaient les forces politiques et idéologiques de la région : le libéralisme bourgeois et le communisme. Le vide créé ne pouvait dès lors qu'être comblé par l'émergence islamiste. Après 1973 l'argent du pétrole des pays du Golfe, assurant une semi prospérité de façade fragile se déployant en parallèle à la marginalisation des pays arabes dans le système industriel mondial, a rempli des fonctions décisives dans le financement de la mouvance islamiste, avec la bénédiction de Washington. Le soutien quasi inconditionnel des opinions publiques occidentales à la conquête coloniale sioniste a également sa part de responsabilité.

Que des masses parfois importantes paraissent suivre le mouvement n'implique en aucune manière que le « dialogue » avec ceux qui le dirigent, ou une quelconque formule « d'entrisme » (comme elle fut mise en œuvre en Iran) constituent une stratégie politique efficace à la hauteur du défi. Les seules exceptions qu'on doive apporter ce jugement sévère concernent ceux des mouvements de libération nationale qui ont revêtu l'uniforme islamiste – en fait plus partiellement qu'on ne le dit – hier dans le Sud-Liban, aujourd'hui en Palestine. D'une manière générale l'Islam politique est une non réponse au défi de la modernité.